

Question d'Europe
n°527
16 septembre 2019

Quelles leçons tirer des élections régionales dans l'est de l'Allemagne ?

Frank BAASNER

Les élections dans les Länder de Saxe et de Brandebourg, le 1er septembre dernier, ont eu un impact sur la situation politique allemande au-delà du poids purement démographique des deux régions (6,5 millions d'habitants sur 83 millions). Les alliances traditionnelles du système électoral allemand, qui privilégie la proportionnalité, ne semblent plus possibles pour obtenir des majorités parlementaires stables.

La poussée du nouveau parti de droite, mêlant la droite conservatrice, la droite nationale-libérale, la droite extrême et la droite nationaliste, qui promet une „Alternative für Deutschland (AfD)“, force tous les partis traditionnels à réagir. Les seuls qui ont tiré leur épingle du jeu sont les Verts, qui ont considérablement amélioré leur score dans les deux Länder où, auparavant, ils étaient très faibles.

Il y a donc deux partis gagnants, dans un système politique qui avait tendance à être plutôt stable et où tout bouleversement provoque des réactions violentes.

COMMENT COMPRENDRE LE VOTE EN FAVEUR DE L'AFD ?

Expliquer le succès (relatif) des Verts semble simple. Le sujet du changement climatique mobilise au niveau mondial surtout la jeune génération. En effet, la poussée des Verts, à l'Est mais aussi à l'Ouest, est particulièrement forte auprès des jeunes.

Comprendre et analyser la montée de l'AfD est bien plus difficile. Les tentatives d'explication sont nombreuses et différenciées. Il y a néanmoins un consensus pour aborder la question dans une perspective historique. Le nazisme, à travers son idéologie, sa propagande, ses intimidations, a fortement influencé la société allemande.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les zones d'occupation à l'Ouest de l'Allemagne ont été accompagnées par les Alliés occidentaux dans un

processus, certes douloureux mais nécessaire, de prise de conscience des crimes nazis et, en même temps, de démocratisation.

L'Est du pays, sous occupation soviétique, avec la naissance de la Guerre froide et, par voie de conséquence, des deux Allemagnes (RFA et RDA), s'est fondé sur un total rejet du nazisme. De nombreux Allemands qui voyaient à l'époque que des nazis convaincus continuaient leurs carrières dans la partie occidentale de l'Allemagne ont rejoint la République démocratique allemande (RDA), auto définie antinazie.

En réalité, et dans une certaine mesure, la RDA a greffé une nouvelle dictature sur les restes de l'ancienne, sans faire le deuil du régime totalitaire nazi. Il suffit de dire que les „vieux nazis“ étaient à l'Ouest, protégés par les ennemis idéologiques occidentaux, tandis que la jeune „République“ des ouvriers et paysans était moralement du bon côté. Les citoyens, en fin de compte, n'ont connu que des régimes autoritaires, voire des dictatures, pour une durée de 66 ans, de la prise de pouvoir d'Hitler à la chute du mur de Berlin. Qui veut comprendre les particularités des Länder de l'Est doit prendre en compte que la réunification de l'Allemagne s'est produite très rapidement, sans un vrai débat sur le futur de la nouvelle entité. Il s'est agi, pour faire court, d'une „annexion“ des Länder de l'Est - le terme officiel étant „Beitritt“, donc „adhésion“.

On peut également faire un parallèle avec le processus de l'élargissement de l'Union européenne en 2004, quand les nouveaux Etats membres ont dû transposer

dans leur législation nationale l'acquis communautaire, la différence étant que le processus de rapprochement, dans ce cas, a duré des années, voire des décennies. Nous avons donc affaire à un triple choc qui a marqué les populations de la RDA pendant au moins deux générations : la dictature nazie, le régime totalitaire communiste, un passage abrupt au système occidental y compris le silence collectif sur les années après la Seconde Guerre mondiale.

LA VARIABLE ÉCONOMIQUE ET SOCIOLOGIQUE

D'autres analyses, plus empiriques qu'historiques, mettent l'accent sur les données économiques des régions où l'AfD est particulièrement forte. En effet on peut établir un lien de cause à effet entre les zones défavorisées (revenu moyen, chômage, évolution démographique, perspectives économiques) [1] et le vote pour l'AfD. Il est symptomatique que les résultats récents de l'AfD proviennent en grande partie de citoyens qui n'allaient plus aux urnes, et qui ont saisi l'occasion de voter pour un parti nouveau qui regroupe différents courants de mécontents. Dans le Land de Brandebourg, 115.000 des 297.000 voix proviennent des citoyens qui n'ont pas participé aux scrutins précédents. En Saxe, ce sont 246.000 des 595.000 voix.[2]

L'analyse sociologique des électeurs AfD montre très clairement qu'il s'agit majoritairement d'un vote masculin (29% contre 19% de vote féminin au Brandebourg, 33% contre 22% en Saxe) de la tranche d'âge entre 29 et 60 ans. Les retraités maintiennent majoritairement un vote „classique“ - CDU à droite et de Die Linke (anciens communistes de la RDA) à gauche. Le niveau scolaire de l'électorat AfD n'est pas très élevé. Il s'agit souvent de travailleurs déçus par „leur“ parti traditionnel, Die Linke, qui gouverne dans différentes coalitions et qui est devenu réaliste et responsable. Le vote AfD cache donc un mécontentement social, mais aussi un vote contestataire, anti-gouvernemental, anti-Merkel en particulier. Dans le Land de Brandebourg, 53% disent qu'ils ont voté AfD par contestation, dans celui de Saxe ce ne sont que 30%, les autres ayant voté par conviction.

Le faible niveau de qualification de la majorité des électeurs AfD contraste avec l'image du parti, dont la direction comporte un grand nombre de diplômés de l'enseignement supérieur, voire de professeurs d'université. Qu'il soit permis de douter de leur ingénuité : les dirigeants savent exactement comment canaliser la déception des populations.

EVOLUTION D'UN PARTI

L'AfD avait presque disparu du paysage politique allemand au moment où la crise bancaire et de la dette souveraine grecque avait été plus ou moins maîtrisée. Avec l'arrivée d'un million de migrants en septembre 2015, le parti prend un nouveau souffle et s'oriente vers un nationalisme xénophobe. Ce moment marque aussi la naissance d'une lutte entre deux courants dans la direction du parti, qui persiste à ce jour : d'un côté, les national-libéraux qui regrettent l'orientation sociale-démocrate de la CDU d'Angela Merkel, mais qui restent attachés à l'Etat de droit, et les différents groupes d'extrême droite, y compris des personnes qui ont fréquenté les milieux néo-nazis.

Le premier courant cherche à se positionner comme un parti conservateur et national, et il veut gouverner avec la CDU.

Les leaders du deuxième courant réclament „le pouvoir“ tout simplement. Tout ou rien, c'est la devise qui exprime de façon étonnamment claire leur objectif : détruire le système en place et prendre le pouvoir. C'est assez semblable à la stratégie de Matteo Salvini en Italie, qui n'a heureusement pas abouti.

LA QUESTION DE L'IDENTITÉ ALLEMANDE ET LES VAGUES MIGRATOIRES D'APRÈS-GUERRE

La situation socio-économique des communes défavorisées ne suffit pourtant pas pour tout expliquer, car la relation de cause à effet entre conditions socio-économiques et vote AfD n'est pas absolue. A l'Est, il y a des villes dynamiques qui connaissent un fort taux d'électeurs AfD, comme pour le Sud-Ouest de l'Allemagne, riche et jouissant du plein emploi. Se pose donc une autre question, liée au sujet des migrants, à savoir de l'identité allemande.

1. Franz, C. / Fratzscher, M. / Kritikos, A.: Gründe und AfD als neue Gegenpole der gesellschaftlichen Spaltung in Deutschland, DIW Wochenbericht 34/2019 (S. 591-603). Voir aussi une publication récente qui a fait des recherches approfondies sur les régions „déconnectées“ et les attitudes de leurs habitants : Teilhabeatlas Deutschland. Ungleichwertige Lebensverhältnisse und wie die Menschen sie wahrnehmen. Hrsg. vom Berlin-Institut für Bevölkerung und Entwicklung und Wüstenrot-Stiftung, août 2019.

2. Analyse des résultats dans le Brandebourg et la Saxe par un des instituts les plus sérieux : <https://www.forschungsgruppe.de/Aktuelles/Wahlanalyse-Brandenburg/> <https://www.forschungsgruppe.de/Aktuelles/Wahlanalyse-Sachsen/>

Kurt Tucholsky, avec son style incomparable, souvent teint d'humour noir et de sarcasme profond, disait que les Allemands perdaient la raison définitivement quand ils se demandaient qui ils étaient.

Le débat actuel, les revendications de certains groupes d'une „Allemagne allemande“, manque de perspectives historiques. On oublie souvent que l'Allemagne d'après-guerre a connu des phénomènes migratoires multiples, le premier étant la vague de réfugiés de l'Est du Reich. Ensuite viennent les travailleurs du Sud de l'Europe, des Balkans occidentaux et de la Turquie qui ont contribué massivement à la reconstruction économique allemande. Ensuite les réfugiés politiques après la chute du Shah en Iran, des Jordaniens, des Palestiniens, pour ne citer que quelques exemples. Après l'élargissement de l'Union européenne, des centaines de milliers d'Européens ont enrichi le marché du travail. Maintenir l'idée d'une Allemagne „génétiquement pure“, idée dérisoire depuis toujours, relève de l'irréel.

D'où viennent alors l'agression et la haine avec lesquelles des milliers de citoyens se déchaînent contre les immigrés et contre un gouvernement suspecté de vouloir diluer les Allemands dans la masse d'étrangers ?

Suite à la crise migratoire de 2015, une digue, qui était le rempart contre la pensée nationaliste-xénophobe pure et simpliste, bannie du débat public pour de bonnes raisons historiques, semble avoir cédé. Ce consensus a été remis en question, non seulement par les fanatiques de Pegida (mouvement violent anti-islamique présent dans l'Est de l'Allemagne) ou les Reichsbürger[3], mais aussi par des représentants de l'aile radicale de l'AfD. Le déchaînement s'exprime dans une parole désinhibée, publiée via les réseaux sociaux, mais aussi lors de manifestations, taboue il y a quelques années.

La radicalité avec laquelle certains groupes attisent la haine contre les immigrés empoisonne le débat sur le futur d'une Allemagne qui, si elle veut maintenir son dynamisme économique, devrait être multiculturelle. Soulever la question de l'identité allemande d'une

manière sobre et intelligente est devenu quasi impossible.

Le discours politique est lui aussi en train de changer, ou a déjà considérablement changé. Un double clivage se dessine en Allemagne, comme dans d'autres pays européens. Le premier concerne le type de langage utilisé : d'un côté, polémique, vulgaire et agressif, de l'autre rationnel et respectueux. Un deuxième clivage, plus difficile à définir, caractérise la situation actuelle et influence considérablement la scène politique allemande : d'un côté, il y a les représentants des partis traditionnels, notamment des partis de gouvernement, perçus par le grand public comme utilisant une langue de bois, n'osant pas parler clairement de ce qui préoccupe vraiment les citoyens. De l'autre, l'AfD a su se positionner comme une alternative : le parti parle de „censure“, de „presse mensongère“. Le parti se positionne dans la continuité de la révolution pacifique qui a mené à la chute du Mur de Berlin, comme s'il fallait se débarrasser du système démocratique ouest-allemand pour compléter la révolution.

Les deux élections récentes ont ainsi renforcé une tendance déjà existante qui consiste dans un bouquet de nouveaux clivages (économique, éducatif, territorial, discursif). Traduit en dynamiques électorales, ceci signifie que les deux partis en forte croissance sont les Verts (surtout à l'Ouest, urbains, bien formés, tolérants, jeunes) et l'AfD (surtout à l'Est, ruraux, moins formés, conservateurs, entre 30 et 60 ans). Les deux partis qui furent les deux „grands partis populaires“ (Volksparteien) et qui avaient l'ambition de représenter toutes les couches sociales, à savoir la CDU et le SPD, perdent continuellement, à l'Ouest comme à l'Est.

QUELLES OPTIONS POLITIQUES POUR LES ANNÉES À VENIR ?

C'est la fin définitive de la République de Bonn, dont l'illusion de persévérance a été maintenue par les « grandes coalitions » (GroKo), toujours plus petites en réalité. Le terme même de „grande coalition“ n'a plus de sens, l'échiquier politique des décennies d'après-guerre n'a plus lieu d'être.

3. Environ 19.000 personnes vivant en Allemagne n'acceptent pas l'autorité de l'Etat allemand, ni le passeport, ni la police, ni les lois. Ils luttent (parfois avec l'arme à la main) pour l'union des tribus germaniques. L'existence de ces personnes est connue depuis longtemps, mais récemment ils deviennent plus agressifs et agissent à la lumière du jour.

Quelles leçons tirer des élections régionales dans l'est de l'Allemagne ?

La nouvelle instabilité inquiète certains, en Allemagne et à l'étranger, car on s'était habitué à une Allemagne politiquement solide dans ses structures et prévisible dans ses actions. Ceci appartient au passé. Le futur s'annonce plus incertain. Quels scénarios pour cette phase de transition et d'incertitudes que nous vivons ?

Plusieurs options se dessinent, sans qu'on puisse dire laquelle s'imposera, surtout parce que la situation dans les différents Länder, et au niveau fédéral, ne sont pas forcément les mêmes. Nous assistons actuellement à plus de dix différentes coalitions dans les 16 Länder et le Bund. Presque tout le monde semble pouvoir gouverner avec presque tout le monde. Par ailleurs, il devient de plus en plus improbable de pouvoir gouverner à deux, ce qui pousse les acteurs vers des coalitions nouvelles.

Le clivage classique „gauche-droite“ ne fonctionne plus dès que la CDU exclut, pour le moment du moins, toute coalition avec l'AfD. La CDU doit donc gouverner avec un de ces partis appelés „de gauche“. La seule perspective pour une droite classique serait une scission de l'AfD en un parti national-conservateur et un parti d'extrême droite. Dans ce cas, et il est tout à fait possible que le parti éclate, une option serait une coalition CDU-nouvelle droite. Du côté de la gauche, il n'y a pas de majorité actuellement. Le parti de gauche traditionnel de l'Est (Die Linke) perd continuellement, ce qui est, certes, un effet démographique, mais également dû au fait qu'à l'Est l'AfD a pris le rôle du parti qui „comprend et prend soin“. Tant que le SPD ne sort pas du marasme, il n'y aura pas (plus) de majorité à gauche.

Reste une coalition CDU-Verts, ce qui est actuellement l'option la plus probable. Cela permettrait à la CDU de soigner son image de parti conservateur pour se démarquer clairement des Verts qui sont conservateurs sur certains points, mais pas du tout sur d'autres questions sociétales (mariage pour tous, etc.). L'exemple du Bade-Wurtemberg, où les Verts gouvernent avec la CDU depuis 2016, montre que cette combinaison peut fonctionner. Les tensions existantes au sein du gouvernement du Land ne surprennent pas et font partie du jeu démocratique. Un grand avantage

de cette constellation : les deux partis actuellement les plus grands sont résolument européens. Si jamais un gouvernement CDU-Verts se formait au niveau fédéral, l'Allemagne sera définitivement entrée dans une nouvelle phase de son évolution politique.

QUELLE PLACE POUR L'ALLEMAGNE EN EUROPE ET DANS LE MONDE ?

Les partenaires européens de l'Allemagne ont accepté pendant des années le leadership plus ou moins affiché du pays chaque fois que l'Union européenne ne savait pas agir ensemble, soit par manque d'unanimité, soit par manque d'outils communautaires. Ce rôle de l'Allemagne, décrit comme Diktat de rigueur, a parfois été, même violemment, contesté. Néanmoins, le simple poids économique et démographique du pays ainsi que la continuité de la chancellerie à la tête du gouvernement depuis 2005 ont fait de l'Allemagne „the reluctant hegemon“.

L'actuel gouvernement fédéral, théoriquement en place jusqu'à l'automne 2021, ne changera pas sa routine administrative. Mais on peut attendre que le prochain gouvernement formé, soit rapidement suite à une sortie du SPD de la grande coalition, soit après les élections législatives prévues pour septembre 2021, engagera un débat sur la stratégie de long terme de l'Allemagne.

A l'heure actuelle, on peut en observer -au moins- deux courants de pensée : la taille économique de l'Allemagne lui permettrait d'exister de toute façon, non pas au niveau de premier plan, comme les Etats-Unis ou la Chine, mais à un niveau suffisant pour défendre ses intérêts économiques. Les partisans de cette vision sont en même temps ceux qui refusent tous les projets liés à l'intégration politique de l'Europe. Dans cette logique, l'Allemagne pourrait devenir une espèce de Japon au sein de l'Europe.

Le deuxième courant de pensée soutient que c'est seulement dans une Europe unie et capable de parler d'une seule voix que l'Allemagne pourra trouver un futur prometteur. Il est évident que l'Allemagne devra contribuer davantage, y compris financièrement,

pour maintenir un certain équilibre au sein de l'Union européenne. On peut même supposer que cette manière d'envisager l'avenir trouverait une large majorité dans la société.

Mais, à ce jour, aucun parti politique allemand n'ose porter un projet européen ambitieux par peur de perdre son électorat. Les Verts seront, probablement ceux qui vont pousser vers davantage d'intégration européenne, car leurs électeurs sont relativement jeunes et profondément pro-européens.

Il est permis d'être sceptique par rapport à la capacité de l'Allemagne de trouver rapidement des réponses politiques adaptées aux défis immédiats. Les initiatives de la nouvelle Commission européenne pourraient inciter l'Allemagne à contribuer, de façon plus active que les années précédentes, au débat sur l'avenir de l'Europe. Au lieu de freiner, l'Allemagne pourrait être assise, avec les partenaires volontaristes, dans le poste de pilotage et être ainsi aux commandes du destin commun. Il est temps de commencer une nouvelle étape avec de nouveaux visages et un nouveau style politique.

Car la pression pour changer de rythme et de style en politique monte, et elle arrive de tous bords. La jeune génération exige une politique stratégique de long-terme pour freiner le changement climatique. Les milieux économiques déplorent un manque immense d'investissements dans les infrastructures, dans le numérique et dans la formation. Les économistes remettent en question la stratégie budgétaire du gouvernement qui reste fixée sur le seul objectif d'un budget équilibré au lieu de profiter de la situation du

taux zéro, ou même négatif, de la dette souveraine allemande. De plus, la situation socio-économique de l'Allemagne est tout sauf glorieuse. La transition énergétique n'avance pas assez vite. Les objectifs de réduction des émissions de CO2 ne seront pas atteints. Le manque de main d'œuvre qualifiée est dramatique dans certains secteurs. Il n'y a pas assez d'enseignants dans le primaire. Dans le domaine des soins pour les personnes âgées, il y a un fort besoin de milliers d'aides-soignantes et d'infirmiers. Le modèle économique allemand, basé sur la spécialisation des produits et sur l'exportation, est très vulnérable en cette période de guerre commerciale et/ou dans les moments de récession. Cette liste n'est pas exhaustive.

Probablement une majorité de citoyens allemands est consciente que les bouleversements au niveau mondial remettent en question les habitudes et obligent les responsables à trouver de nouvelles ambitions, d'autres solutions et d'autres méthodes de travail. La perte de confiance dans les deux partis au gouvernement (CDU et SPD), que nous observons depuis plusieurs années, est sans doute liée à la sensation de stagnation de l'Allemagne dans un monde en mouvement.

Un sursaut est indispensable si l'Allemagne veut continuer à peser politiquement et économiquement.

Frank Baasner

Directeur de l'Institut Franco-Allemand (DFI),
membre du Comité scientifique de la Fondation
Robert Schuman